

Rapport annuel 2023 de l'ASPE

Introduction

2023 a été une année de revers pour la coopération mondiale, la résolution pacifique des conflits et le développement durable. La guerre en Ukraine, en Europe, s'est figée en une guerre de position dans laquelle la Russie, matériellement bien supérieure, prend l'avantage sur le long terme. Le soutien militaire des partenaires transatlantiques à l'Ukraine est fragile. Le continent doit désormais s'affirmer stratégiquement en tant que tel. Par ailleurs, le massacre de civils israéliens par le Hamas a provoqué une réaction d'Israël qui viole fortement le droit humanitaire international et bouscule durablement la structure de la politique multilatérale. Les puissances du Sud réclament plus d'émancipation économique et politique et contestent l'hégémonie «occidentale». La Russie se fait le porte-voix de ces tendances. La rivalité économique des États-Unis et de la Chine se mue en rivalité militaire.

À elle seule, la Suisse risque d'être débordée par ces développements qui ne pourront être gérés qu'en collaboration avec d'autres États. Dans ce contexte, l'appel au respect des règles du droit international et la coopération multilatérale constituent une condition nécessaire mais non suffisante. Le positionnement de la Suisse, en qualité d'État de taille moyenne en Europe, reste à clarifier, particulièrement en ce qui concerne ses rapports avec l'Union européenne. Les élections fédérales ont démontré la force tant d'un sentiment d'aversion à l'encontre de l'Europe que d'une tendance à faire cavalier seul. L'ASPE veut contribuer à promouvoir la compréhension de la nécessité d'une coopération multilatérale et d'une unité européenne. Au cours de l'année sous revue, nous avons aussi accordé la priorité à l'étude de la neutralité redevenue d'actualité suite aux conflits armés.

Journée de la politique extérieure

La Journée de la politique extérieure du 10 juin 2023 à Berne était consacrée à deux thèmes: «Changement d'époque en Europe et conséquences pour la Suisse» et «La Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU en période d'incertitude». Des exposés ont été présentés et des panels de discussion et des ateliers se sont tenus.

Guntram Wolff, CEO de la Deutsche Gesellschaft für Aussenpolitik, a évoqué les perspectives européennes. Ensuite, des représentantes et des représentants d'organisations actives dans la politique européenne ont évoqué leurs conséquences pour la Suisse.

L'après-midi, Thomas Gürber, secrétaire d'État suppléant au DFAE, a retracé les expériences des cinq premiers mois de la Suisse en tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU. Ont suivi ensuite des évaluations scientifiques (Fabien Merz du centre CSS de l'EPF, Flavia Keller de l'Université de Lausanne/Graduate Institute Geneva) et de Johann Aeschlimann (rédacteur de la chronique hebdomadaire de l'ASPE «La Suisse au Conseil de sécurité».

L'événement, qui s'est tenu en commun avec l'Association Suisse-ONU, «foraus» et le «Mouvement européen suisse», a réuni quelque 100 personnes intéressées et les échos en ont été totalement positifs. Les participants ont apprécié tant les contributions très instructives que la possibilité d'échanges informels.

AULA de politique étrangère

Au total, cinq AULA ont eu lieu pendant l'année sous revue: deux à Berne, une à Bâle, une à Lausanne et une à Zurich. Au cours de chacune de ces réunions, le rôle de la Suisse dans un contexte

international et plus particulièrement européen a été abordé. Entre 70 et 100 personnes ont participé à ces manifestations.

À Berne, Peter Maurer, ancien président du CICR, a parlé du «Monde en plein bouleversement». La deuxième AULA à Berne a été consacrée au thème «UE, accords bilatéraux, EEE ou adhésion à l'UE?». Les débats ont été menés par Isabel Knobel (co-responsable du programme Europe chez foraus), Matthias Oesch (professeur de droit européen à l'université de Zurich) et Roland Fischer (président de la SGA-ASPE).

À Zurich en septembre, Michael Flügger, ambassadeur d'Allemagne en Suisse, Simon Plüss du SECO, Franziska Ryser, conseillère nationale des Verts et Hans-Peter Portmann, conseiller national PDR ont discuté des «Sanctions contre la Russie: la Suisse suspecte». À Bâle, l'AULA a porté sur «L'importance de l'UE pour les régions frontalières». Sont intervenues Christine Schraner Burgener, secrétaire d'État, Sibel Arslan, conseillère nationale, Christa Tobler, professeure de droit européen et Simone Wyss Fedele, CEO de Switzerland Global Enterprise.

À Lausanne, nous avons participé à la conférence organisée par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe sur «La Suisse et la Communauté politique européenne et ses avantages potentiels», à l'occasion de laquelle Roland Fischer, président de l'ASPE est intervenu aux côtés d'Iryna Venediktova, ambassadrice d'Ukraine à Berne, de Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors à Paris, et du Prof. Cédric Dupont du Graduate Institute à Genève.

Par ailleurs, nous avons tenu, avant les élections fédérales, un débat à Berne avec des spécialistes de la politique étrangère de différents partis. Cet événement a été largement fréquenté et a éclairé le panorama des enjeux de politique étrangère à venir.

Enfin, le 8 décembre, l'ASPE a tenu avec le Center for Security Studies de l'EPF une réunion de travail à Zurich sur le thème «La première année de l'appartenance de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU». Un bilan intermédiaire complet et nuancé a été dressé par des personnes directement impliquées des départements des affaires étrangères et de la défense, des membres d'ONG, des observateurs et des chercheurs en Suisse et à l'étranger ainsi que, en vision directe, par la cheffe de la mission suisse auprès de l'ONU à New-York, Pascale Baeriswyl. Markus Mugglin, membre de notre Comité, est intervenu sur le thème de «Gaza et la Suisse: entre droit international prioritaire et politique intérieure». Vous trouverez des rapports sur tous les événements sur www.sga-aspe.ch.

Académie

Le premier événement de l'Académie de l'ASPE en Suisse romande a eu lieu à Montreux le 22 juin. Il était animé par le professeur Gilbert Casasus. Dans son mot de bienvenue, le conseiller national Laurent Wehrli, vice-président de l'ASPE, a souligné la nécessité de revoir la notion de neutralité suisse. L'historien Bernhard Altermatt a proposé un passionnant aperçu de l'histoire de la neutralité helvétique dans son exposé «La neutralité suisse dans une perspective d'histoire des relations». Daniel Woker, ancien ambassadeur, s'est exprimé sur le thème «La future politique de neutralité de la Confédération». Richard Wehrli, rédacteur du «Blick» Romandie, a évoqué «La politique de neutralité vue par les médias».

Les réflexions de Bogdan Mazuru, ambassadeur de Roumanie en Suisse, sur la neutralité suisse vue par un État de l'UE ont également été passionnantes. Sous l'intitulé «Importance de la future politique de sécurité et de paix de la Suisse pour la jeune génération», le colonel d'état-major Mathias Müller a approfondi les aspects militaires de la neutralité. Jan Atteslander, membre de la direction d'économiesuisse, est intervenu sur «Les effets de la neutralité suisse sur le commerce extérieur», et Agathe Duparc, Public Eye, a attiré l'attention sur la question de «La Suisse, refuge pour les matières premières et les capitaux».

Communication

Conformément à sa stratégie, l'ASPE veut se faire entendre dans le débat sur la politique étrangère. Outre les manifestations, elle utilise à cet effet des textes sur le site Internet et des posts sur les médias X et LinkedIn (environ 200 followers chacun). Deux newsletters sont envoyées gratuitement: une fois par semaine la chronique «La Suisse au Conseil de sécurité» (100 destinataires), et une fois par mois la liste des textes nouvellement publiés avec également des annonces d'événements (1400 destinataires). Au total, 600 contributions ont été publiées pendant l'année sous revue. Les formes de publication sont les suivantes: articles, articles d'opinion («Éditorial» et «Chronique»), présentations de livres («Conseils de lecture»), interviews. La neutralité suisse a été retenue comme thème prioritaire.

Dans plusieurs domaines, nous avons rempli notre mandat stratégique quant aux contenus. Le message sur la coopération au développement a fait l'objet d'une analyse précise dans plusieurs contributions, tout comme l'orientation principale et le financement de l'aide suisse à l'Ukraine. La chronique hebdomadaire «La Suisse au Conseil de sécurité» est la seule source d'information durable sur l'action de la Suisse à New York. Pour la première fois depuis longtemps, il a été possible de proposer des publications non seulement en français mais également en italien.

S'agissant de la portée obtenue, les objectifs du mandat stratégique n'ont pas été atteints. En raison des capacités limitées en personnel, il n'a pas été possible d'organiser une campagne de promotion auprès des groupes cibles définis.

Quelques projets sont en cours: la restructuration du site Internet et la poursuite sous forme numérique de la réflexion stratégique lancée avec le livre «La politique extérieure suisse au défi du XXIème siècle».

Finances

Les comptes annuels 2023 peuvent être considérés comme satisfaisants. Les recettes ont dépassé le budget d'environ CHF 4000. Les dépenses se sont inscrites en dépassement d'env. CHF 3000. Cela résulte du fait qu'environ un tiers des coûts totaux estimés (CHF 22 000) pour le renouvellement du site Internet sont déjà imputés sur l'année sous revue, ce qui n'était pas prévu à l'origine. Le quasi doublement des coûts d'information et de communication par rapport au budget s'explique principalement par l'indemnité désormais versée au responsable de la communication, le doublement de l'exploitation du site Web en raison des adaptations nécessaires et les dépenses supérieures aux prévisions pour le lancement des débats en ligne sur des thèmes abordés par le «Manuel».

Le bilan présente une baisse d'environ CHF 3000 des fonds propres qui s'établissent désormais à CHF 63 585.55.